



République de Guinée

Travail-Justice-Solidarité

MINISTERE DES PECHEES, DE L'AQUACULTURE ET DE  
L'ECONOMIE MARITIME

DON N° IDA 0400 GN

## APPEL A CANDIDATURE

**POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR L'ELABORATION DES PROCEDURES  
D'IMMATRICULATION DES EMBARCATIONS DE PECHE ARTISANALE ET L'ELABORATION  
DES CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DU REGISTRE DE LA FLOTTE ARTISANALE.**

### 1. Contexte

Les Gouvernements de sept pays d'Afrique de l'Ouest (Cabo Verde, Libéria, Sénégal, Sierra Léone, Guinée Bissau, Guinée et Ghana) ont bénéficié d'un financement de la Banque Mondiale et du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) dans le cadre du Projet Régional des Pêches de Afrique de l'Ouest (PRAO). L'objectif général du PRAO est d'augmenter de manière durable les richesses générées par l'exploitation de ressources halieutiques dans les pays participants, et d'accroître les retombées positives de ces richesses sur les pays bénéficiaires.

### 2. Objectifs du projet

L'objectif principal du Programme Régional Ouest Africain en Guinée, à l'instar de tous les pays couverts par ce Programme, est l'augmentation d'une manière durable de la richesse globale produite par l'exploitation de ses ressources halieutiques marines ciblées. Cet objectif devrait être atteint par:

1. le renforcement de la capacité des pays leur permettant de gérer et développer leurs pêcheries,
2. la réduction de la pêche illicite,
3. l'augmentation de la valeur et de la rentabilité produites par les ressources halieutiques et de la proportion de cette valeur capturées par les pays.

Les principaux enseignements qui justifient cet objectif se basent sur les impacts décevants de la faiblesse des bénéfices économiques et sociaux depuis l'acquisition de sa zone économique exclusive par le droit international de la mer, bien que la Guinée dispose des ressources halieutiques marines parmi les plus riches de la région ouest africaine. Depuis le milieu des années 90, les statistiques biologiques des principaux stocks exploités ne cessent de montrer des baisses inquiétantes de biomasse donnant des preuves évidentes de surexploitation et même d'épuisement pour un certain nombre d'espèces cibles. Ces stocks sont exploités aussi bien par la pêche industrielle que par la pêche artisanale opérée par les pêcheurs légaux et illégaux nationaux et étrangers. Mais force est de constater que les bénéfices générés par ces ressources nationales profitent plus largement aux pêcheurs étrangers qu'aux pêcheurs nationaux en particulier et à la Guinée en général. Ceci vient du fait que la plupart du poisson capturé dans les eaux guinéennes n'est pas débarqué et transformé dans le pays, mais est plutôt acheminé directement aux ports étrangers où la valeur est ajoutée et des emplois créés.

Pour atteindre les objectifs précités, le Programme comportera les composantes et sous composantes communes à tous les neuf pays participants. Les composantes sont :

**Composante 1.** La bonne gouvernance et la gestion durable des pêches

- 1.1 Développer le cadre légal et opérationnel et renforcer les capacités institutionnelles
- 1.2 Maîtriser la capacité de pêche
- 1.3 Développer et mettre en œuvre des plans de gestion des pêches
- 1.4 Renforcer le système de collecte des données liées à la pêche, la compilation, la gestion, la diffusion et la communication d'une manière transparente

**Composante 2.** Réduction de la Pêche illicite

- 2.1 Environnement Permettant la Réduction de la Pêche Illicite
- 2.2 Système de suivi, Contrôle et Surveillance (SCS)

**Composante 3.** Augmenter la contribution des ressources halieutiques marines aux économies locales

- 3.1 Amélioration d'infrastructure de première vente et du traitement
- 3.2 Planification de gestion des débarquements et renforcement des capacités sanitaires

**Composante 4.** Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion du Programme

- 4.1 Mise en œuvre Nationale
- 4.2. Coordination Régionale

Dans la situation où les stocks de poisson sont pleinement exploités, il est important de contrôler et de maîtriser l'effort de pêche. Spécifiquement pour la pêche artisanale, l'accès devra être contrôlé par : i) une gestion appropriée des constructions neuves d'embarcation ou d'importation pour la maîtrise des entrées en flotte, ii) la mise en place d'autorisations d'accès aux activités de pêche qui sont liées en partie à l'immatriculation des embarcations. Ces deux outils nécessitent donc la mise en place d'un mécanisme d'immatriculation fiable des embarcations de pêche artisanale.

Les derniers résultats du recensement du piroguier 2016 indiquent que la pêche artisanale pratiquée dans les eaux maritimes guinéennes représente 7.538 embarcations. Cette flotte artisanale est très peu suivie concrètement en matière d'enregistrement par les autorités guinéennes. Dans ce contexte, l'immatriculation des embarcations artisanales dans le cadre de procédures adaptées et la mise en œuvre d'un registre de la flotte artisanale guinéenne sont des dispositifs clés en matière de gestion des ressources, de surveillance des activités, de gel de l'effort de pêche et de sécurité de la navigation. Les dispositions du Code de la pêche maritime à son article 38, prévoient que les embarcations de pêche artisanale doivent être immatriculées auprès du ministère en charge de la pêche.

Des immatriculations ponctuelles sont effectuées par les services déconcentrés du ministère en charge de la pêche mais sans encadrement réglementaire et sans procédures établies. Aucun registre proprement dit au niveau national n'existe et les fichiers locaux sont peu exploitables.

Par ailleurs, les procédures actuelles ne prennent pas en compte les mises à jour nécessaires d'un registre opérationnel (Vente, destruction, nouvelle construction, importation etc....).

En raison des enjeux actuels, et dans la perspective d'intégration future des données relatives à la flotte artisanale au niveau régional (CSRP), la mise en place des nouvelles procédures d'immatriculations et l'élaboration d'un registre de la flotte artisanale s'avèrent nécessaires en tenant compte des différentes contraintes locales.

### 3. Objectifs de l'Etude

La présente activité appuiera, l'élaboration de procédures d'immatriculation des embarcations de pêche artisanale, la conception du registre et l'élaboration des procédures de mise en place de ce registre. Le système proposé doit être simple et fiable et adapté au contexte guinéen.

Il s'agira donc, d'évaluer et de proposer si nécessaire, les différentes options possibles en matière de mise en place des procédures d'immatriculation des embarcations et du registre qui feront l'objet d'une présentation aux autorités Guinéennes dans un objectif de validation par celles-ci. Les résultats de l'étude seront donc exploités directement pour la mise en œuvre concrète de l'activité d'immatriculation et la tenue du registre des navires de pêche artisanale dans le cadre des activités financées par le PRAO/GN.

### 4. Tâches du consultant

Sous l'autorité du Coordonnateur du PRAO-GN, les tâches assignées au Consultant sous contrat sont les suivantes :

#### I. Etudes préalables:

- a) Faire un inventaire exhaustif et une analyse des procédures existantes en matière d'immatriculation et de registre des navires de pêche artisanale en identifiant notamment les faiblesses au regard des objectifs de fiabilité, d'efficacité et de pérennité.
- b) Effectuer un inventaire du dispositif réglementaire actuel en matière d'immatriculation des navires de pêche artisanale et identifier les lacunes et faiblesses au regard de la situation actuelle.
- c) Réaliser une étude comparative avec le système d'immatriculation des véhicules en Guinée pour en tirer les meilleurs enseignements applicables à la flotte artisanale de pêche.
- d) En liaison avec la CSRP, réaliser une étude comparative sur les procédures en cours en matière d'immatriculation dans la sous-région afin d'en tirer les meilleurs enseignements en vue de les adapter au contexte guinéen dans un souci d'harmonisation au niveau sou-régional.

#### II. Elaborations de propositions :

- 1) En fonction de différentes situations administratives à analyser d'une manière exhaustive et complète et de catégories d'embarcations à définir, le consultant devra identifier les différentes options possibles en matière de points de contact pour le dépôt des dossiers, de niveau administratif d'instruction des dossiers, de niveau décisionnel pour la délivrance du certificat d'immatriculation et définir ainsi les procédures complètes et règles relatives à la première immatriculation d'une embarcation. Pour chacune des options la proposition doit préciser les contraintes, les avantages et les prérequis.
- 2) Le consultant devra identifier les situations qui nécessitent une mise à jour du registre et/ou l'édition de nouveaux certificats d'immatriculation en détaillant les procédures administratives correspondantes.
- 3) Le consultant devra concevoir et proposer les différents supports qui accompagnent les procédures d'immatriculation et si nécessaire les présenter sous forme d'options.
- 4) Le consultant présentera une méthodologie de gestion des numéros d'immatriculation prenant en compte les différentes situations administratives.

- 5) Le consultant devra élaborer des propositions de règles relatives au marquage et à l'identification externe des embarcations en proposant différentes options possibles sur le plan technique
- 6) Le consultant proposera le contenu technique des différents textes réglementaires d'application nécessaires à la mise en œuvre des procédures d'immatriculation
- 7) En liaison avec la CSRP, le consultant devra concevoir une base de données pour l'enregistrement des embarcations artisanales soumises à immatriculation ou autres embarcations ainsi que leurs caractéristiques en identifiant le processus d'alimentation de cette base par les services identifiés pour cette mission dans l'étude ainsi que les conditions d'accès. Les conditions de son hébergement sur un site à identifier seront précisées.
- 8) Le Consultant devra proposer un mécanisme de paiement par les propriétaires de frais d'immatriculation destinés à couvrir en partie les coûts de mise en œuvre de ces procédures. La proposition doit inclure l'affectation de ces recettes aux différents services et institutions impliqués dans les procédures.
- 9) Le consultant devra procéder à l'évaluation des coûts de mise en œuvre des nouvelles procédures d'immatriculation et de mise à jour du registre en identifiant également les besoins en personnel et en matériel suivant les options pour chacun des services.
- 10) A partir notamment des données du recensement de la flotte artisanale qui a été effectué au cours de l'année 2016 dans le cadre d'une activité du PRAO, le consultant élaborera une stratégie de mise en œuvre d'immatriculation des embarcations en tenant compte de la capacité des structures intéressées et des priorités d'immatriculation en fonction des caractéristiques des embarcations (options à développer).
- 11) Etablir les programmes de formation pour les différentes structures impliquées dans les procédures d'immatriculation et de mise en œuvre du registre.

Pour la réalisation de cette mission le contractant devra identifier et consulter l'ensemble des administrations, structures, institutions, organisations professionnelles, impliqués directement ou indirectement dans le processus d'immatriculation et d'enregistrement des navires de pêche artisanale.

## 5. Les Résultats attendus

- Des options pour l'instruction et la mise en œuvre efficace d'un système d'immatriculation pour les embarcations de pêche artisanale sont proposées ;
- La conception et les conditions de la mise place d'un registre national fiable pour les embarcations de pêche artisanal est disponible, facilement intégrable au registre du Dashboard de la CSRP.
- Un système d'immatriculation efficace et simple est validé par les autorités guinéennes ainsi que la mise en place du registre correspondant ;
- Les autorités guinéennes disposent d'une meilleure stratégie pour procéder à l'immatriculation du segment de la flotte artisanale et de mise en place du registre.
- Les paramètres organisationnels, financiers et matériels sont disponibles pour la mise en œuvre concrète de la phase d'immatriculation et d'enregistrement.
- Les règles du marquage et d'identification des embarcations de la pêche artisanale sont définies ;
- L'encadrement réglementaire nécessaire à la mise en place des procédures d'immatriculation est disponible.
- Un atelier de présentation et de validation est réalisé au bénéfice des autorités guinéennes.

## 6. Qualifications et expériences requises

Le Consultant doit disposer les qualifications suivantes :

- Formation universitaire en organisation administrative ou en informatique ou équivalent (niveau maîtrise ou supérieur);
- Posséder une expérience avérée (au moins 5 ans) dans la gestion ou dans des études de diagnostic et d'audit organisationnel des dispositifs et des procédures administratives liées aux outils de gestion pour l'accès aux ressources halieutiques en Guinée ou dans d'autres pays ayant les mêmes similarités ;
- ou avoir une expérience dans la gestion ou avoir effectué des études de diagnostic et d'audit organisationnel de dispositifs et de procédures administratives utilisés dans l'identification, l'enregistrement d'acteur, la délivrance d'autorisations, ou domaines similaires ;
- Avoir une expérience en matière de conception de base de données
- Avoir une bonne capacité rédactionnelle et une connaissance de l'outil informatique.
- Une connaissance de la gestion de la pêche artisanale serait un atout ainsi que des missions d'appui similaires.
- Une bonne capacité d'expression et de rédaction en Français.

## 7. Durée de la mission

Les délais fixés pour la mise en œuvre sont fixés de commun accord avec le contractant pour une prestation maximale évaluée à 45 homme/jours (hors délais de validation par les services concernés).

Le consultant doit proposer un planning détaillé d'exécution de sa mission dont la durée ne devra pas excéder 3 mois jusqu'à la soumission du projet de rapport final.

Sous la supervision du Coordonnateur du Projet PRAO-GN, le Consultant retenu travaillera en étroite collaboration, avec :

- les membres de l'Unité de Gestion du PRAO-GN ;
- les Directeurs des Administrations concernées, les Chefs de service et les points focaux du PRAO-GN des directions techniques partenaires au PRAO-GN ;

Ces partenaires mettront à la disposition du Consultant toutes les informations et les contacts disponibles nécessaires à l'accomplissement de la mission.

## 8. Les livrables

Une liste, non exhaustive des livrables à fournir lors de la mise en œuvre du projet est présentée dans le tableau ci-après. Le consultant pourra la compléter éventuellement et ce, conformément à sa méthodologie de travail proposée.

La méthodologie et le planning d'exécution seront validés lors de la négociation du contrat et fournis dans leur version définitive avant le démarrage de la mission.

Phase	N° Livrable	Activités à effectuer	Intitulé du livrable
Phase 1 Préparation	L1	Etudes des documents, préparation de la mission et rédaction de la	Projet de rapport initial

		méthodologie de travail proposé	
Phase 2 Mission de terrain	L2	Réunion et missions de terrain	Validation du rapport initial et Présentation des premiers résultats de la mission
Phase 3 Rédaction	L3	Rédaction du rapport intermédiaire	Rapport intermédiaire
Phase 4 Atelier de restitution et de validation	L4	Préparation et appui technique de l'Atelier	
Phase 5 Rédaction du rapport final	L5		Rapport final

Tous les livrables seront fournis en langue française. Ils ne seront considérés réceptionnés que s'ils sont validés et approuvés. La validation des livrables établis par le Consultant interviendra dans un délai de trente (30) jours ouvrables au maximum à partir de leur remise.

## 9. Mode de sélection du Consultant

Le Consultant sera sélectionné suivant la méthode de Sélection de consultant individuel, conformément aux Directives pour la sélection et l'emploi de Consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale de Janvier 2011 révisé en juillet 2014.

## 10. Mode de sélection du Consultant

Le dossier de candidature doit porter la mention « recrutement d'un consultant pour l'élaboration des procédures d'immatriculations des embarcations de Pêche artisanale et l'élaboration des conditions de mises en œuvre du registre de la flotte artisanale », et déposé sous plis fermés au siège de la coordination du Projet Régional des Pêches de l'Afrique de l'Ouest en Guinée (PRAO-GN), sis au quartier Tombo, Immeuble rouge, Aly HOTAÏT, 4<sup>ème</sup> étage, Commune de Kaloum, au plus tard trois (03) semaines après la date de publication c'est-à-dire le 27 Mars 2017. Tél : 655 42 42 42/ 621 00 48 24.

Les candidatures peuvent être soumises par voie électronique aux adresses suivantes : [youssoufh@yahoo.fr](mailto:youssoufh@yahoo.fr)/ [syllasalim@hotmail.com](mailto:syllasalim@hotmail.com).

Fait à Conakry, le 07 Mars 2017

**Youssouf Hawa CAMARA**  
**Coordonnateur du PRAO-GUINEE**